

<http://ugtg.org/spip.php?article882>



# Alliance Etat-MEDEF : konplo a Yo sé konplo a Chyen !!!

- Dossier spécial LKP - La Gwadeloup sé tannou ! -



Date de mise en lignemardi 28 avril 2009

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

### Konplo a yo sé konplo a chyen ?

Il faut vraiment être désespéré pour confier ainsi à internet des informations faisant suite à une réunion "*informelle et confidentielle*" tenue avec le préfet de Guadeloupe. Ou peut-être que Willy ANGELE croit-il vraiment en la réalité de la "*majorité silencieuse*" que tous les observateurs s'évertuent en vain à rechercher, mis à part bien sûr les auto-aveugles de domactu, de tatun.unblog ou du scrutateur cela va de soi : la dégénérescence de la rétine étant sûrement due à une trop grande fréquentation consanguine. Le texte du patron du Medef Guadeloupe à l'attention de ses administrateurs mérite le détour.

### Quatre grandes leçons peuvent être tirées :

▀ **Sarkozy et les politiciens français de sa génération inscrivent leur rapport à l'outre-mer dans une rupture avec l'idée paternaliste de "l'empire colonial français" qui a prévalu jusqu'à la mandature de Chirac avec sa fameuse "relation privilégiée avec l'outre-mer".** Willy Angèle confirme : "l'état français a redéfini sa vision de l'Outre-Mer et a remis en question la stratégie du développement économique par le rattrapage social en adoptant une approche comptable de la gestion des départements d'Outre-mer". Je ne disais pas autre chose dans une analyse publiée dans LeMotphrasé pour la campagne présidentielle :

*« Voilà de quoi faire se retourner dans son statut plus d'un départementaliste convaincu. Et pourtant ! Quand on jette un oeil sur la convention de l'UMP tenue en juillet à Paris, l'affirmation légitime au moins un questionnement. C'est à se demander si les parrains de la récente UMP Guadeloupe lisent ou comprennent les propos de leur maître.*

*Sarkozy, dans son discours a d'abord rejeté d'un coup de karcher l'idée de « rattrapage économique », fondement de la politique de la droite, comme de la gauche assimilationnistes, depuis au moins 1946 : « Je suis convaincu que le problème des économies d'Outre-mer ne se pose pas en termes de « rattrapage » par rapport à un prétendu modèle métropolitain ou européen. Je pense qu'il faut que chaque économie trouve sa voie propre et que ces économies peuvent même prétendre à l'excellence [...] L'enjeu fondamental est de donner à ces économies une forme d'autonomie ».*

*En termes clairs, il dit tournez -vous vers vos régions et arrêtez de nous emmerder. Au cas où on ne l'aurait pas bien compris, il précise : « Je crois, qu'aujourd'hui, il est temps de modifier notre conception de la solidarité avec l'Outre-mer. La solidarité ce n'est pas l'achat de la paix sociale à coup de transferts en tous genres. La solidarité c'est assurer les conditions fondamentales du développement humain pour que, de façon autonome et digne, un peuple puisse regarder son avenir en face, debout ! »*

*Même si dans la synthèse finale, la dernière phrase a été légèrement modifiée (« chaque population d'Outre-mer puisse faire face à son avenir ») l'idée reste la même, et nous sommes en droit d'interroger l'original et de penser que cela révèle une conception profonde du président de l'UMP. Bien sûr, ces positions du beau-père de la droite guadeloupéenne ne sont pas dues à une quelconque philanthropie anticolonialiste attrapée au détour d'un pas de zouk kolé-séré avec Gabrielle Louis-Carabin mais relève plutôt d'une idéologie libérale consciente des « contraintes budgétaires nationales [obligant] le volume des aides directes [à se réduire de toute façon] ».*

*A la question institutionnelle, le texte de synthèse de la convention répond : « Dans ce cadre, nous considérons que la question de l'évolution institutionnelle des territoires doit rester ouverte car l'avenir, au sein de la République, n'est pas figé. Cependant, l'évolution institutionnelle ne peut tenir lieu de politique de développement et être considérée comme une fin en soi. Concrètement, si une évolution doit avoir lieu, elle doit d'abord servir au développement du territoire concerné et à l'amélioration des conditions de vie de sa population. ».*

*Tout un programme qui semble t-il n'a pas été entendu par les UMP-istes « d'outre-mer ». Comment comprendre qu'un Amédée Adélaïde qui vantait il y a peu la victoire de la départementalisation sur les golomin de Pointe-à-Pitre ou qu'un Blaise Aldo, le seul élu français à citer encore De Gaulle dans ses discours ne se réclament aujourd'hui que de l'UMP ? Quand Sarkozy tempête : « Je suis persuadé que nos compatriotes ne sont plus dupes des discours politiques démagogiques qui, jouant de façon caricaturale de la « corde sensible », en finissent par être ridicules, paternalistes ou vides de portée pratique. » ne se sentent-ils pas au moins visés par le terme « caricaturale » ?*

*Le fait est que, l'UMP Guadeloupe, aveuglée par son anti-Chevryisme assimilationniste (Lucette étant soupçonnée d'avoir pactisé avec le diable « changement de statut » !) et par son désir sécuritaire à tendance xénophobe (Sarko contre la « racaille » d'ici et de l'immigration !), est incapable de penser les enjeux politiques et idéologiques qui se jouent en leurs noms mais sans eux. C'est sûr que cela doit paraître comme un effort surhumain pour les deux petits géreurs de l'habitation UMP que sont Beaugendre et Carabin.*

*Pathétique est la trajectoire du Mako qui pensant servir fidèlement son maître peut se trouver avec en cadeau ce qu'il a toujours combattu ! Il ne faudrait pas se tromper en pensant que seuls le libéralisme ou la volonté de rompre avec la Chiraquie d'Outre-Mer peuvent expliquer cette « rupture » de Nicolas Sarkozy. L'explication est aussi, et peut-être surtout, à rechercher dans la prise en compte d'un phénomène générationnel : le personnel politique français change ; Chirac est sans doute le dernier représentant d'une génération qui a connu « l'empire colonial français » ou du moins qui s'est nourri de ce mythe.*

*Le rapport colonial devient plus « pragmatique » et moins « affectif ». C'est une donnée forte qu'il faudrait que nos politiques, de droite comme de gauche, intègrent si nous ne voulons pas nous réveiller un jour avec une Guadeloupe autonome, ayant Jarry comme capitale ! Autrement dit, une Guadeloupe non guadeloupéenne ! ».*

Pas un mot à retrancher, et ma conclusion qui prédisait « une Guadeloupe avec Jarry pour capitale » trouve toute sa vérité dans la stratégie avouée du Medef. Avec la mise sur pied d'Alliance Antilles 2030, il s'agit pour les puissances d'argent, et qui plus est de la frange la plus réactionnaire, de déposséder le peuple guadeloupéen de la mainmise sur ses affaires, sur son destin.

▶ **Deuxième leçon : Willy Angèle est en grande difficulté financière :** Angèle patron de WP conseils (société gérée avec son beau-frère) demande à Angèle patron du Medef de lui verser 80 000 euros pour réaliser un projet de société en 60 jours. Faites vos jeux ! A ce prix là, si on rapporte à la population française en faisant une règle de 3, il aurait pu demander 12 000 000 d'euros pour faire le « projet de territoire » de Sarkozy. Comment la France peut-elle se passer d'un tel génie du projet ?

▶ **Le clan des anti LKP n'est pas un long marécage tranquille.** Willy Angèle semble admettre l'idée d'autonomie : « Nous aurons fait la preuve de notre début d'émancipation et d'autonomie ». Le capitalisme n'a pas d'état d'âme, il se fout comme de sa première OPA du statut politique, l'essentiel c'est que le business fonctionne. Angèle se démarque ainsi des indémodables départementalistes comme Edouard Boulogne (son ancien prof de philo) ou comme Amédée Adélaïde, inspirateur de la récente association « Cohésion sociale et libertés républicaines ». Encore une fois l'argent n'a ni couleur ni odeur ni idéologie !

▶ **Dernière leçon : le LKP a eu raison de ne pas participer aux états généraux** puisque le représentant de l'état a demandé « clairement » au Medef de faire le « projet pour la Guadeloupe ». De quoi peut-on alors discuter ?

En tout état de cause, il nous faut engager un véritable combat politique contre ce coup d'état au roulement de fesses d'allure démocratique mais qui n'est en réalité qu'un appel à prostitution de peuple : contre l'autonomie d'intendance, il faut oser, poser, opposer une autonomie politique !

**Wonal SELBONNE**

Mardi 28 avril 2009

*Publié avec l'autorisation de l'auteur*

| **Lire aussi** : [ANTILLES ALLIANCE 2030 : A la demande de l'état, le MEDEF prépare un coup d'état en Guadeloupe](#)